

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18300 - 71ÈME ANNÉE

Demain, premier tour des élections régionales

L'espoir se lève Pour une Réunion nouvelle



Ambiance hier soir au meeting de clôture à Saint-Joseph.

Au cours d'une campagne électorale marquée par les diversions et les promesses intenable, Pour une Réunion nouvelle a tenu le cap de la vérité pour dire aux Réunionnais l'importance du vote de dimanche. Cela explique que la dynamique de victoire est dans son camp. Cette vérité du terrain se vérifiera demain dans les urnes.

À La Réunion, ces élections régionales ont lieu dans un contexte particulier. Plusieurs rendez-vous auront lieu au cours du prochain mandat des conseillers régionaux, entre 2015 et 2021.

En 2017, ce sera la fin du quota sucrier qui protège la filière canne-sucré de La Réunion. En tant que collectivité compétente dans l'économie et l'aménagement du territoire, la Région est directement concernée par l'impact de la crise inévitable. 18.000 emplois sont visés, ce qui touchera environ 100.000 personnes.

La signature prochaine des APE est une autre donnée qui fragilisera l'économie. En pleine campagne des élections régionales, un producteur de choux a détruit sa production. Il ne peut plus vendre à cause de la concurrence de l'Afrique du Sud. Avec les APE, ces difficultés s'étendront à tout ce qui reste du secteur productif à La Réunion.

6 ans décisifs

D'autres réformes fiscales pointent à l'horizon, elles mettront également les conseillers régionaux à l'épreuve. C'est tout d'abord la remise en cause de la défiscalisation. Compte-tenu de son importance dans un secteur comme le logement, ainsi que dans l'investissement productif, des entreprises seront à la peine. La Région, compétente en économie, devra faire face. L'octroi de mer est aussi dans le collimateur, avec une simple prolongation jusqu'en 2020. La Région a la responsabilité de répartir les recettes de cet impôt qui protège aussi des produits réunionnais de la concurrence. Elle devra donc gérer la crise.

Le mandat des conseillers régionaux couvrira près du tiers de la période choisie par le gouvernement pour arriver à l'égalité réelle outre-mer. Dès le début de l'année prochaine, le Parlement débattera d'une réforme institutionnelle et de la lutte contre les inégalités. Si la Région ne propose rien, alors Paris imposera ses idées. C'est pourquoi les futurs élus devront être des acteurs de la bataille.

Enfin, en tant que collectivité responsable de l'aménagement du territoire, la Région sera responsable de la mise en œuvre des décisions inscrites dans le Traité de Paris actuellement en négociation à la COP21. L'objectif, c'est d'arriver à un texte juridiquement contraignant. Ce sont donc des décisions qui s'imposeront à tous.

L'impossible NRL

C'est la condamnation par avance des investissements sur le littoral, car le niveau de la mer monte. Ce sera aussi la priorité à l'adaptation. Les inondations de Chennai en Inde sont là pour le rappeler. Dans ces conditions, ceux qui remettent en cause la nouvelle route du littoral sont en phase avec cette évolution. La fin de ce chantier permettra en effet de dégager suffisamment de crédits pour lancer la reconstruction du train, et mettre en œuvre un plan d'éradication des 500 radiers qui sont autant de pièges mortels pour la population en cas de fortes pluies.

Tous ces rendez-vous auront lieu dans un état de guerre. La France s'est en effet engagée dans la lutte pour vaincre le groupe État islamique. Compte-tenu de la difficulté de construire une coalition internationale, la guerre sera longue. François Hollande a souligné le 16 novembre devant le Congrès que le Pacte de sécurité passera avant le Pacte de stabilité. D'importants crédits seront engagés dans la guerre, ce qui passera automatiquement par des restrictions dans d'autres secteurs. Les collectivités seront donc mises à contribution.

Diversions et démagogie

Cette réalité politique et budgétaire rend totalement illusoire les promesses de certains candidats, notamment Didier Robert et Bello-Annette. La crise pourrait détruire des milliers d'emplois à La Réunion. Alors comment faire croire que l'on puisse être capable d'en créer des dizaines de milliers ? De même, comment imaginer que la Région puisse continuer à être une collectivité qui aide à payer des billets d'avion ou des achats d'ordinateurs. Quant à la promesse de Bello-Annette que la Région construise 30.000 logements, il faut rappeler que cela correspond à une somme de 6 milliard d'euros. Cela voudrait dire que chaque année, la Région consacrerait l'essentiel de son budget à la construction de logements.

Et surtout, la poursuite du chantier de la NRL serait la certitude de plomber l'avenir des Réunionnais. Didier Robert est pour. Gilbert Annette co-listier de Huguette Bello également, car il a lancé une étude pour faire un péage à l'entrée de Saint-Denis pour payer le boulevard de raccordement entre la ville et la

NRL.

Il est à noter que les auteurs de ces promesses ont été d'une totale discrétion sur tous les rendez-vous que la Région aura à gérer au cours des six prochaines années. Ils sont donc les responsables d'une conspiration du silence pour tromper les Réunionnais.

Le choix de la vérité de Pour une Réunion nouvelle

Dans cette campagne, une seule liste a informé les Réunionnais sur les rendez-vous qui les attendent, ainsi que sur la réalité de la situation budgétaire. C'est Pour une Réunion nouvelle, liste conduite par Patrick Lebreton. Elle place en effet au cœur de son action la transparence. C'est pour cette raison qu'elle a reçu l'adhésion du mouvement citoyen Terla, qui place l'éthique en politique au centre de ses préoccupations.

L'union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile appelle également les forces vives à se rassembler pour faire face aux échéances. Elle anticipe les difficultés en prévoyant un plan d'urgence pour les entreprises afin de passer le cap des changements.

Pour une Réunion nouvelle s'inscrit aussi sur la période des 20 ans, c'est pourquoi son programme des régionales n'est que la première étape d'un plan de développement. Pour ne pas hypothéquer l'avenir, la liste conduite par Patrick Lebreton met en avant le sérieux budgétaire, face à des ressources qui se réduiront.

Ce langage de vérité a séduit. Jeudi, Patrick Lebreton a souligné la dynamique de victoire qui se dégage à chacune des rencontres avec la population. C'est cette vérité du terrain qui s'exprimera demain dans les urnes, en plaçant Pour une Réunion nouvelle dans les meilleures dispositions pour être l'équipe qui dirigera la Région dans 10 jours.

M.M.

Édito

Un défi du siècle : l'égalité partout dans le monde pour lutter contre le changement climatique

Le rapport d'Oxfam publié hier montre l'influence des inégalités sur le climat. La part des plus riches dans la pollution de la planète est sans comparaison avec celle des plus pauvres, or ces derniers sont les plus exposés aux effets du changement climatique.

Cela se voit à l'échelle de la planète, avec notamment les îles en première ligne, mais aussi à l'intérieur d'un pays. Des Réunionnais aux faibles revenus, condamnés à vivre dans les logements insalubres, sont beaucoup plus vulnérables que les riches qui peuvent se payer des maisons bien plus résistantes.

Oxfam est allé plus loin que l'observation. Les données publiées par l'ONG internationale montrent le lien très clair entre richesse et pollution. Les 10 % les plus riches du monde produisent 50 % du CO₂ qui pollue l'atmosphère, tandis que la moitié de la population du monde n'en émet que 10 %. Ces proportions rappellent celles du partage des richesses à l'échelle du monde, et aussi à La Réunion.

Elles battent en brèche la thèse selon laquelle les pays en voie de développement, autrement dit les pauvres, seraient les principaux responsables aujourd'hui de l'aggravation du changement climatique. Oxfam souligne en effet que :

«Une personne parmi les 10 % les plus riches en Inde n'émet en moyenne qu'un quart du CO₂ émis par une personne de la moitié la plus pauvre de la population des États-Unis.

Un Américain parmi la moitié la plus pauvre de la population de son pays génère en moyenne vingt fois plus d'émissions que son pendant indien.

Le total des émissions générées par la moitié la plus pauvre de la population chinoise (soit près de 600 millions de personnes) ne représente qu'un tiers des émissions des 10 % les plus riches de la population américaine (quelque 30 millions de personnes).»

Ce lien entre changement climatique et système économique a été d'ailleurs un des points forts d'une des très rares conférences de presse organisée par un chef d'État à la COP21. Evo Morales, président de la Bolivie, a fustigé le système capitaliste responsable du changement climatique et destructeur de la planète. Cela replace une nouvelle fois la bataille pour l'égalité au cœur de tout. Car elle peut remettre en cause un système qui mène la planète à la catastrophe.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Succès du meeting de clôture de la liste Pour une Réunion nouvelle conduite par Patrick Lebreton

Régionales : en avant pour une première victoire dimanche

Beau meeting de clôture de la campagne du premier tour des élections régionales hier à Saint-Joseph. La grande mobilisation est de bonne augure pour une première grande victoire dimanche.



gné l'urgence de changer de politique face aux difficultés auxquelles est confronté le peuple réunionnais. « Tous dans la bataille pour de nouvelles perspectives pour la jeunesse, ce combat va triompher dimanche », a-t-il affirmé.

Plus de 15.000 adhésions

Patrick Lebreton était le dernier intervenant. Il a exposé en détail les projets. Il a rendu hommage aux combats menés par les communistes depuis 1945-1946. Il a appelé à être fidèles aux combats. La tête de liste de Pour une Réunion nouvelle a fustigé le mandat de Didier Robert, marqué par la destruction de tous les projets lancés par Paul Vergès. La dynamique de victoire est avec la liste d'union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile. En témoignent les plus de 15.000 adhésions au comité de soutien. Il a conclu par un appel à amplifier la lutte pour les élections de dimanche.

Le succès de cette grande mobilisation encourage les militants pour une première grande victoire dimanche, et un succès lors de la finale du second tour.

À moins de 48 heures des élections, Pour une Réunion nouvelle était sur le terrain partout à La Réunion. La tête de liste, Patrick Lebreton, a tenu plusieurs meetings de clôture dans le Sud. Après Saint-Pierre et Petite île, rendez-vous était donné à Saint-Joseph, sur le parking de la grande surface près du stade. Le lieu était bien choisi, suffisamment vaste pour accueillir de nombreux militants enthousiastes pour le meeting de clôture de la campagne du premier tour des élections régionales.

Cette foule considérable rappelait l'union des partis et des générations pour changer La Réunion. Communistes, socialistes, radicaux, citoyens, société civile, tous ensemble vers un même objectif : l'espoir d'une grande victoire dimanche. Parmi la foule, plusieurs dirigeants communistes étaient présents, dont Yvan Dejean, Fabrice Hoarau, Elie Hoarau, Hervé Lauret, Sabine Le Toullec.

« Ce combat va triompher dimanche »

Le meeting a commencé par une animation musicale de Jean-Roland Miguel, puis les intervenants se sont

succédé à la tribune.

Tour à tour, Marco-André Lejoyeux, Ary Mussard, conseiller départemental, Gérald Kerbidy, candidat, Marie-Jo Lebon, candidate, David Lebon, secrétaire de la section PCR de Saint-Joseph et candidat, Inelda Bausillon, conseillère départementale, Axel Vienne, candidat ont salué l'ampleur de la mobilisation, l'accueil chaleureux sur le terrain et l'importance du vote de dimanche pour commencer à changer La Réunion.

Elie Hoarau a ensuite pris la parole, il a salué la présence nombreuse du public. Cela crée les conditions pour gagner les élections. Il a souli-



Recul du PS et arrivée prévisible de l'extrême droite au pouvoir dans plusieurs régions

Le résultat des régionales en France pèsera sur La Réunion

Effondrement prévisible du Parti socialiste et possibilité pour un parti d'extrême droite de diriger plus du quart des Régions en France sont des événements qui pèseront dès dimanche soir sur le scrutin à La Réunion.

Ces élections régionales sont le dernier scrutin avant la présidentielle de 2017. En France, elles inaugurent de nouvelles collectivités. Le nombre de régions est passé de 22 à 13. Trois ans après la victoire de François Hollande à la présidentielle, le Parti socialiste ne sera plus la parti qui détiendra la direction du plus grand nombre de Conseils régionaux. 21 présidents sur 22 des Régions de France étaient des socialistes.

Mais l'événement attendu de ce scrutin n'est pas l'alternance à la tête de la majorité des Régions,

mais la possibilité pour un parti d'extrême droite d'en diriger plusieurs. Depuis plusieurs mois, l'idée que l'extrême droite dirigera deux régions fait son chemin. Sont visées le Nord-Picardie et Provence-Alpes-Côtes-d'Azur. Le fait nouveau, c'est l'irruption du parti des Le Pen en tête des intentions de vote en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine.

Cette probabilité se renforce par la décision du président de LR, Nicolas Sarkozy. Ce dernier a annoncé le maintien de toutes les listes de droite qui franchiront les 10 %. Cela

rend donc impossible l'union des partis républicains face au FN au second tour. Si ces prévisions se vérifiaient, alors l'extrême droite pourrait bien présider trois régions sur onze, soit plus du quart des Conseils régionaux de France. À deux ans de la présidentielle, une telle éventualité est très inquiétante pour les partis républicains.

Le résultat de l'extrême droite positionné comme possible première force politique, et l'effondrement prévisible du PS en France sont des données qui pèseront sur le second tour à La Réunion.

Évolution institutionnelle

Premières élections des assemblées uniques en Guyane et Martinique

Demain, les électeurs de Guyane et de Martinique voteront pour le premier tour d'un scrutin qui désignera les membres d'assemblées uniques. Cette élection montrera donc que toutes les peurs exploitées par les opposants au changement n'étaient que des mensonges. Elles souligneront également le temps perdu.

Outre-mer, ces élections marqueront les premières d'assemblées uniques depuis les lois de décentralisation de 1983. La Martinique et la Guyane ont en effet choisi de faire fusionner conseil général et région. Les 6 et 13 décembre, les électeurs voteront donc pour une collectivité unique. Ce scrutin réparera donc l'erreur historique de 1982. Suite au rejet du texte initial par le Conseil constitutionnel, le gouvernement de l'époque n'avait pas représenté un projet de loi permettant la création de Conseils généraux et départementaux dans les départements d'outre-mer. Depuis lors, ces pays

ont vécu sous le régime de deux assemblées ayant des compétences différentes sur un même territoire.

L'élection des assemblées uniques de Martinique et de Guadeloupe montreront donc que toutes les peurs exploitées par les opposants au changement n'étaient que des mensonges. Elles souligneront également le temps perdu. À La Réunion, une seule liste s'est positionnée clairement pour la fusion des assemblées, c'est Pour une Réunion nouvelle.

Cette prise de position de l'Union PCR-Progrès-PRG-MRC-Société civile est en phase avec l'évolution des institutions. En effet, quelques semaines après les élections régio-

nales, le gouvernement présentera un projet de loi pour réformer profondément l'organisation des outre-mer afin d'atteindre l'égalité réelle d'ici 20 ans. Il comprendra un volet institutionnel. Cette loi aura une portée aussi grande que celle du 19 mars 1946 qui a créé le département de La Réunion. C'est la possibilité pour notre île d'avoir une organisation et des compétences en phase avec sa réalité géographique, celle d'une île qui doit s'intégrer dans le sud-ouest de l'océan Indien, un bassin de population de plus de 150 millions d'habitants.

Otè

Pou arèt èk la pilitik “Kopin-Kokin !”

Mi koné pa si zot la byin suiv tout la kanpagn zéléksyon rézyonal. Mi koné pa si zot la pran lo tan pou konprann tout lo léskandal sondaz. Pou mwin tousala lé loush. Koman sa, in zournal i pé sort a nou zordi ké nou lé kaoukoun èk 4 pour san é lo landomin in ot zournal konkiran i anons nou sar an parmi bann tirbo. Alorss kiswa sak la fé lo promié létid la bwar pétrol, sinonsa li la bwar lank pétèt minm li lé in pé malfondé. Mon lidé a mwin, li dwa plitot èt in pé malfondé.

Ki pé krwar ké nout lis “Pou in Rènyon nouvèl” i sar fé aryink 4 pour san. Son tousèl, dan son kominn nout kandida tèt de lis lé kapab sontousèl fé lo 4 pour san. Pou triké néna in manière poz kestyon. An vérité, i di lo boug la ponn lo sondaz, i di li lé kosté èk Didiér Robert, li fé parti li osi di rézo “Kopin-Kokin”. Lo prézidan la rézyon i travay bon pé èk son linstiti i di. Kan i di sa, astèr ni konpran mié.

I rèt a nou in zour pou kontinié éspalik domoun lo rol in zournal, an minm tan di osi, poukoué i fo arèt èk “lé mwayin ilégo” konm di nout kandida. Dann so zistwar sondaz, byin sir in zournal privé i pé awar son shwa, mi andiskonvynin pa, sak lé pli grav sék lo sérviss piblik, la radio konm la télé, i rann a li konpliss de tousala. Nout kandida la di “Dimansh 6 ni dwa alé voté, ni dwa ala voté Pour in Rènyon nouvèl”. E pou arèt èk la politik “kopin-kokin”

Justin

“Aval in mo sé gard in z’ami !” – in kozman pou la rout

Mi pans sa lé vré vréman. Konbien foi moin la antann demoun apré koz san kalkil lé konsékans. Aprés kan dézagréman i ariv zot i pans an rotar ké zot nora myé fé pa kozé. Pli pir sé kan ou i koz a distans dann téléfone : l’èr-la, si ou la pa bien kalkilé, tourn sèt foi out lang dann out boush, ou i fé déga san rann aou kont. La ou i fash avèk out z’ami, out zanfan, out momon... Solman a bien kalkilé, si ou I koz avèk in bon z’ami, mèm si lo mo ké ou I di I fash, rant z’ami sa I pardone. Rant famiy galman. Solman dir lé fasil mé fèr lé plis konpliké : dé foi i fo in médyatèr, sinonsa in antromètèr pou arnz in pé lé shoz. Kosa zot i anpans, Arien ditou ? Fé travay z’ot koko ! Fé bouy z’ot matyèr griz ! Zot va oir ké, rant-rant, ni pé z’ète, tazantan dakor rantre nou.